GK. - 1 - L. 943/1

C.C. - R.S.
Entrée Binnen
1 6 MEI
N° ...
CODARD

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 3 février 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent créant la "Commission Militaire d'Aptitude et de Réforme", a donné en sa séance du 22 mai 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3de Februari 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent strekkende tot het instellen van een "Commissie voor geschiktheidsbepaling en Reforme", heeft ter zitting van 22 Mei 1950 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui répond aux intentions du gouvernement telles qu'elles ont été exprimées :

ARRETE DU REGENT CREANT LA COMMISSION MILITAIRE D'APTITUDE ET DE REFORME ET LA COMMISSION MILITAIRE D'APTITUDE ET DE REFORME D'APPEL.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, notamment l'article 8 modifié par l'arrêté-loi du 18 septembre 1918;

Vu les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 et les dispositions qui les ont ultérieurement modifiées;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 5;

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, notamment les articles 8 et 9;

Vu la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937 et modifiée par les lois des 20 août 1947 et 21 août 1948, notamment l'article 63;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, tel qu'il a été ultérieurement modifié, notamment par l'arrêté royal du 24 décembre 1934;

Vu l'arrêté royal du 26 août 1939 approuvant le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Régent du 19 janvier 1946 créant une commission spéciale pour l'examen des droits aux pensions militaires d'invalidité du temps de paix, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté du Régent du 8 février 1946 créant une commission des pensions militaires chargée de l'examen des droits aux pensions militaires d'invalidité;

Vu l'avis du Premier Ministre donné le .....;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est créé une Commission militaire d'aptitude et de réforme (C.M.A.R.) et une Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel (C.M.A.R.A.).

Article 2.-

La Commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée de :

1° statuer sur la mise en non-activité pour motif de santé et le rappel à l'activité des officiers des cadres actifs et sous-officiers de carrière bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1934, en activité de service, après les avoir reconnus momentanément hors d'état de continuer à servir;

2° statuer, après les avoir reconnus momentanément ou définitivement hors d'état de continuer à servir, sur le renvoi temporaire dans leurs foyers, ou le licenciement par réforme, pour motif de santé:

a) des militaires subalternes de carrière (sauf les sous-officiers bénéficiant de la loi du 27 juillet 1934) en activité de service;

b) des miliciens, des volontaires de guerre et des militaires rappelés sous les armes;

3° statuer sur l'inaptitude physique définitive des officiers des cadres actifs ne comptant pas le nombre d'années de service requis par les lois coordonnées sur les pensions militaires pour ouvrir droit à pension d'ancienneté ou faculté de mettre à la pension;

4° statuer sur l'inaptitude physique des officiers de réserve en activité ou en congé sans solde, qui sont déférés à la Commission, soit à leur demande, soit d'office;

5° proposer qu'un officier ou militaire en dessous du rang d'officier en activité et qui compte le nombre d'années de service requis par les lois coordonnées sur les pensions militaires, soit déféré aux commissions compétentes en vue d'être reconnu hors d'état de continuer à servir au voeu de l'article 2, A, 4°, des dites lois ou contraint de quitter le service pour cause d'inaptitude physique conformément à l'article 3, C, des mêmes lois;

6° examiner les cas de licenciement par réforme des sous-officiers de carrière, préalablement à la Commission de pension;

7° statuer sur l'aptitude au service des ouvriers militaires en congé pour cause de maladie ou d'infirmités;

8° donner son avis ou faire des propositions sur toute question de principe ou sur tout cas particulier qui lui serait soumis par le Ministre de la Défense nationale.

Article 3.-

Sur recours des intéressés ou du Ministre de la Défense nationale, la Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel connaît on degré d'appel des matières soumises à la Commission militaire d'aptitude et de réforme par application de l'article 2, 1° à 7°.

Article 4.-

La Commission militaire d'aptitude et de réforme est composée de quatre membres : un lieutenant colonel ou un major, président, un capitaine-commandant ou un capitaine en premier et deux officiers médecins diplômés depuis dix ans au moins.

La Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel est composée de quatre membres : un colonel ou un lieutenant-colonel, président, un lieutenant-colonel ou un major et deux officiers médecins diplômés depuis quinze ans au moins.

Il est désigné, pour chacun des membres de ces deux commissions, un ou plusieurs suppléants réunissant les mêmes conditions.

./...

Article 5.-

Le secrétariat de chaque commission est assuré par un officier subalterne, secrétaire, assisté de militaires de rang subalterne.

Article 6.-

Les membres effectifs et suppléants des commissions ainsi que le personnel des secrétariats sont désignés par le Ministre de la Défense nationale parmi les militaires des cadres actifs.

Article 7.-

Chaque commission se prononce à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de parité.

Article 8.-

Le personnel indiqué aux articles 4 et 5 doit être à même d'instruire les affaires dans la langue choisie par les intéressés, soit le français, soit le néerlandais.

Article 9.-

Le président de la Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel exerce, au point de vue administratif et disciplinaire, les attributions de chef de corps auprès des deux commissions et des secrétariats.

Il soumet à l'approbation du Ministre le règlement d'ordre intérieur de chaque commission.

Article 10.-

La Commission militaire d'aptitude et de réforme est saisie par lettre recommandée à la poste émanant du Ministre de la Défense nationale, du chef de corps ou de l'intéressé.

Article 11.-

Le recours prévu à l'article 3 est introduit auprès du président de la Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la notification de la décision entreprise.

Article 12.-

Les commissions peuvent recourir à tous moyens d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts.

Article 13.-

Les décisions des commissions sont notifiées à l'intéressé et au Ministre de la Défense nationale, par lettre recommandée à la poste.

Article 14.-

§ 1er. L'intéressé est invité à comparaître par lettre recommandée à la poste.

§ 2. L'intéressé peut comparaître en personne ou par fondé de pouvoir; toutefois, la comparution personnelle peut toujours être ordonnée.

Ne sont admis comme fondés de pouvoir que les avocats, les médecins ou les personnes agréées spécialement pour chaque cause par le président de la commission saisie. Le fondé de pouvoir, autre qu'un avocat ou un médecin, doit être porteur d'une procuration.

§ 3. L'intéressé peut se faire assister, lors de sa comparution, par les personnes désignées au § 2.

§ 4. Lorsque l'intéressé, sans motif reconnu valable par la commission, ne se présente pas ou ne se fait pas représenter, après avoir été dûment convoqué, la procédure peut être poursuivie en son absence.

§ 5. L'intéressé qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître, doit l'établir par un certificat médical.

En ce cas, le président peut commettre un membre médecin de la commission pour entendre ou examiner sur place l'intéressé.

Article 15.-

A partir du quinzième jour qui précède la séance de la commission saisie, le dossier de l'affaire peut être consulté au siège de celle-ci par l'intéressé ou les personnes désignées à l'article 14, § 2.

Article 16.-

§ 1er. Les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être revisées à la demande du Ministre de la Défense nationale.

§ 2. La demande en revision est adressée par lettre recommandée à la poste, au président de la commission qui a rendu la décision contestée. Elle doit l'être dans les cinq ans à dater de la notification de cette décision.

§ 3. Les cas soumis à revision sont traités comme s'il s'agissait d'une première demande, par la commission ayant rendu la décision contestée.

Les décisions en revision de la Commission militaire d'aptitude et de réforme sont susceptibles du recours prévu à l'article 3.

.../...

Article 17.-

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 19 janvier 1946 est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 1er.- Il est créé une commission spéciale, ayant son siège à Bruxelles, et dénommée Commission des pensions militaires du temps de paix (C.P.M.T.P.).

Cette commission est chargée de statuer, en première instance, sur les droits à une pension d'invalidité, ouverts en temps de paix avant le 10 mai 1940, des officiers et des militaires de rang subalterne n'ayant pas participé à la campagne de 1914-1918.

Elle est chargée, en outre, de statuer pour ces mêmes catégories de militaires sur l'inaptitude au service susceptible d'entraîner la mise à la retraite pour ancienneté de service et lorsque cette inaptitude découle d'une affectation ou infirmité qui place son origine ou son aggravation en temps de paix, avant le 10 mai 1940.".

Article 18.-

L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 8 février 1946 est abrogé.

Article 19.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , .

PAR LE REGENT :
Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

De Raad van State stelt de onderstaande tekst voor die beantwoordt aan de bedoelingen der Regering, zoals zij werden uiteengezet :

BESLUIT VAN DE REGENT TOT INSTELLING VAN DE MILITAIRE COMMISSIE INZAKE GESCHIKTHEID EN REFORM EN VAN DE MILITAIRE COMMISSIE VAN BEROEP INZAKE GESCHIKTHEID EN REFORM.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.
Gelet op artikel 29 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, namelijk op artikel 8 gewijzigd bij de besluitwet van 18 September 1918 ;

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 en op de bepalingen waarbij ze later zijn gewijzigd ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 5 ;

Gelet op de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, namelijk op de artikelen 8 en 9 ;

Gelet op de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937 en gewijzigd bij de wetten van 20 Augustus 1947 en 21 Augustus 1948, namelijk op artikel 63 ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, namelijk op artikel 8 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 14 November 1923 ter regeling van de uitvoering der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het later werd gewijzigd, namelijk bij koninklijk besluit van 24 December 1934 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939 waarbij het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel der inrichtingen en diensten van het leger wordt goedgekeurd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand der reserveofficieren, namelijk op artikel 13 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 19 Januari 1946 waarbij een bijzondere commissie wordt ingesteld om de rechten op de militaire invaliditeitspensioenen voor vredestijd te onderzoeken, namelijk op artikel 1 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 8 Februari 1946 tot instelling van een commissie voor militaire pensioenen, belast met het onderzoek van de rechten op de militaire invaliditeitspensioenen ;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven de ..... :

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Er wordt een militaire Commissie inzake geschiktheid en reform (M.C.G.R.) en een militaire Commissie van beroep

../...

inzake geschiktheid en reform (M.C.B.G.R.) ingesteld.

Artikel 2.-

De militaire Commissie inzake geschiktheid en reform is gelast :

1° uitspraak te doen over het op non-activiteit stellen om gezondheidsredenen en over de terugroeping tot de activiteit van de officieren der actieve kaders en de beroepsonderofficieren die het voordeel genieten van de wet van 27 Juli 1934, in werkelijke dienst, na hen tijdelijk ongeschikt te hebben bevonden om verder te blijven dienen ;

2° na hen tijdelijk of definitief ongeschikt te hebben bevonden om verder te blijven dienen, uitspraak te doen over de tijdelijke terugzending naar hun haardstede, of over de afdanking wegens reform, om gezondheidsreden :
a) van de lagere beroepsmilitairen (uitgezonderd de onderofficieren die het voordeel genieten van de wet van 27 Juli 1934) in actieve dienst ;
b) van de miliciens, oorlogsvrijwilligers en militairen die onder de wapens teruggeroepen werden ;

3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid der officieren van de actieve kaders, die niet zoveel jaren dienst hebben als bij de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt geëist om recht te hebben op een pensioen wegens dienstancienniteit of om iemand te kunnen pensionneren ;

4° uitspraak te doen over de lichamelijke ongeschiktheid der reserveofficieren in actieve dienst of met verlof zonder soldij die op hun verzoek of van ambtswege naar de Commissie worden verwezen ;

.../...

5° voor te stellen dat een officier of militair van lagere rang dan officier in actieve dienst, die zoveel jaren heeft gediend als bij de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt geëist, naar de bevoegde commissies wordt verwezen om te worden bevonden als ongeschikt tot verdere dienst in de zin van artikel 2, A, 4°, van voornoemde wetten of als verplicht de dienst wegens lichamelijke ongeschiktheid overeenkomstig artikel 3, C , van dezelfde wetten te verlaten ;

6° de gevallen van afdanking wegens reform van de beroepsonderofficieren vóór de Pensioenscommissie te onderzoeken ;

7° uitspraak te doen over de geschiktheid tot dienen van de militaire werklieden die wegens ziekte of gebrekkigheid met verlof zijn ;

8° haar advies te geven of voorstellen te doen inzake alle principiële kwesties of alle bijzondere gevallen die haar door de Minister van Landsverdediging kunnen voorgelegd worden.

Artikel 3.-

Bij beroep van de betrokkenen of van de Minister van Landsverdediging behandelt de militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform in beroep de zaken welke bij toepassing van artikel 2, 1° tot 7° aan de militaire Commissie inzake geschiktheid en reform worden voorgelegd.

Artikel 4.-

De militaire Commissie inzake geschiktheid en reform bestaat uit vier leden : een luitenant-kolonel of een majoor, voorzitter; een kapitein-commandant of een eerste kapitein en twee officieren-geneesheren die sedert ten minste tien jaar gediplomeerd zijn.

.../...

De militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform bestaat uit vier leden : een kolonel of een luitenant-kolonel, voorzitter; een luitenant-kolonel of een majoor en twee officieren-geneesheren die sedert ten minste vijftien jaar gediplomeerd zijn.

Voor elk lid van beide Commissies worden een of verscheidene plaatsvervangers aangewezen die dezelfde voorwaarden vervullen.

Artikel 5.-

Het secretariaat van iedere Commissie wordt waargenomen door een lager officier, secretaris, bijgestaan door militairen van lagere rang.

Artikel 6.-

De werkelijke en de plaatsvervangende leden der Commissies, evenals het personeel van de secretariaten worden door de Minister van Landsverdediging onder de militairen van het actief kader aangesteld.

Artikel 7.-

Elke Commissie spreekt zich uit bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Artikel 8.-

Het personeel waarvan sprake in de artikelen 4 en 5 moet de zaken kunnen behandelen in de taal die de betrokkenen hebben gekozen, namelijk het Nederlands of het Frans.

.../...

Artikel 9.-

De voorzitter van de militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform heeft,op het gebied van administratie en tucht,de bevoegdheid van korpsoverste voor de twee Commissies en de secretariaten.

Hij legt de Minister het huishoudelijk reglement van elke Commissie ter goedkeuring voor.

Artikel 10.-

De zaken worden bij de militaire Commissie inzake geschiktheid en reform aanhangig gemaakt bij een ter post aangetekende brief die uitgaat van de Minister van Landsverdediging, de korpsoverste of de betrokkene.

Artikel 11.-

Het beroep waarvan sprake in artikel 3 wordt binnen dertig dagen na kennisgeving van de bestreden beslissing bij een ter post aangetekende brief bij de voorzitter van de militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform ingediend.

Artikel 12.-

De Commissies mogen hun toevlucht nemen tot alle middelen tot opsporing, inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen.

Artikel 13.-

Van de beslissingen der Commissies wordt aan de betrokkene en aan de Minister van Landsverdediging bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

.../...

Artikel 14.-

§ 1. De betrokkene wordt bij een ter post aangetekende brief uitgenodigd om te verschijnen.

§ 2. De betrokkene mag persoonlijk verschijnen of een gemachtigde in zijn plaats laten verschijnen ; de persoonlijke verschijning kan echter altijd worden bevolen.

Als gemachtigden worden enkel aangenomen de advocaten, de geneesheren of de personen, die voor elke zaak door de voorzitter van de Commissie waarbij de zaak aanhangig is speciaal zijn erkend. De gemachtigde die geen advocaat of geneesheer is, moet houder zijn van een volmacht.

§ 3. Wanneer de betrokkene verschijnt,kan hij zich door de in § 2 genoemde personen laten bijstaan.

§ 4. Wanneer de betrokkene, na behoorlijk te zijn opgeroepen, niet verschijnt of zich niet laat vertegenwoordigen en zulks zonder reden die de Commissie als geldig erkent, kan de procedure in zijn afwezigheid worden voortgezet.

§ 5. De betrokkene die lichamelijk niet in staat is zich te verplaatsen om te verschijnen,moet zulks door een geneeskundig getuigschrift bewijzen.

In dat geval kan de voorzitter een lid-geneesheer van de Commissie aanstellen om de betrokkene ter plaatse te horen of te onderzoeken.

Artikel 15.-

Van de vijftiende dag vóór de zitting der Commissie die de zaak behandelt,kunnen de betrokkene of de in artikel 14, § 2, genoemde personen ten zetel van de Commissie van het dossier der zaak inzage nemen.

.../...

Artikel 16.-

§ 1. In geval van bedrog kunnen de beslissingen der Commissies op verzoek van de Minister van Landsverdediging worden herzien.

§ 2. De aanvraag om herziening wordt bij een ter post aangetekende brief gericht tot de voorzitter van de Commissie die de bestreden beslissing heeft genomen. Dit dient binnen vijf jaar na kennisgeving van die beslissing te geschieden.

§ 3. De voor herziening voorgelegde gevallen worden door de Commissie die de bestreden beslissing heeft genomen, behandeld alsof het om een eerste aanvraag ging.

De bij herziening genomen beslissingen der militaire Commissie inzake geschiktheid en reform zijn vatbaar voor het beroep bij artikel 3 bepaald.

Artikel 17.

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 19 Januari 1946 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" Artikel 1.- _ Er wordt een bijzondere Commissie ingesteld, welke haar zetel te Brussel heeft en genaamd is : "Commissie voor militaire pensioenen voor vredestijd" (C.M P.V.).

Deze Commissie is gelast in eerste instantie te beslissen over de in vredestijd, vóór 10 Mei 1940, ontstane rechten op een invaliditeitspensioen der officieren en lagere militairen die geen deel genomen hebben aan de veldtocht 1914-1918.

Bovendien is zij gelast, voor deze zelfde categorieën van militairen, uitspraak te doen over de ongeschiktheid voor de dienst welke aanleiding kan geven tot

.../...

pensionnering wegens diensttijd wanneer deze ongeschiktheid voortspruit uit een aandoening of een lichaamsgebrek, ontstaan of verergerd in vredestijd, vóór 10 Mei 1940.".

Artikel 18.-

Artikel 2, lid 2, van het besluit van de Regent van 8 Februari 1946 wordt opgeheven.

Artikel 19.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET. (signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950. De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.